



**SYNDICAT
DE LA
FONCTION
PUBLIQUE**

Aupupu Nō Te Tura Ō Te Ti'a-'Ohipa Ā Te Hau

Lettre mensuelle du SFP aux agents de l'administration de la Polynésie française

Septembre 2025

Séminaire sur la fonction publique, qu'attendre ?

Le séminaire du gouvernement sur la réforme de l'administration s'est donc tenu du 1^{er} au 3 septembre 2025. Retour sur cet événement dans lequel certains ont placé beaucoup d'espoir, sans doute trop.

Le projet « peperu »

Tout y était ! Discours d'ouverture, thématiques, tables rondes, ateliers, modérateurs et participants. L'organisation était bien huilée et a priori tout s'est bien passé.

En premier lieu notre syndicat est profondément amusé du nom choisi pour ce séminaire puisque depuis 2024 Madame la Ministre de la fonction publique dispose entre ses mains d'un premier jet du manuscrit de notre livre intitulé « *Un va'a sans peperu* ». **Nous félicitons donc le ministère de la fonction publique pour son plagia !**

Ce séminaire n'est pas la première manifestation du genre. Nous avons connu les *assises de la fonction publique*, les *projets de performance et d'innovation de l'administration*, les *semaines de l'innovation publique*, etc... Depuis des

années, les fonctionnaires sont conviés à participer à des grandes réunions pour discuter de l'avenir du service public... et puis rien.

Pour un très grand nombre de participants, le séminaire qui vient de s'achever sonne déjà comme un nouveau coup de com' dont il ne ressortira pas grand-chose. Méfiance !

Malgré tout, la très grande majorité des agents que nous avons sondés sont sortis profondément déçus, désabusés, en se disant qu'on ne les y reprendrait plus. Mais si mais si, ne soyez pas si certains, la dernières fois vous disiez déjà la même chose et pourtant vous êtes revenus 😊

De quoi a-t-on discuté ?

Ces trois jours de séminaire s'articulaient autour de trois thématiques :

- La transformation des organisations ;
- La réforme des cadres d'emplois ;
- La refonte du régime indemnitaire.



<https://sfppolynesie.org>



BP 42 105 - 98 713 Fare Tony Papeete



Sfppolynesie@gmail.com



+33(0)6 48 66 63 68 (Olivier) - 89 73 31 61 (Christophe) - 87 26 32 39 (Hervé)



Syndicat de la Fonction Publique



La transformation des organisations

Le titre rappelle indéniablement le vocable utilisé dans les grands coups de com' où l'on n'aborde rien de véritablement précis afin d'ouvrir la porte à bien des digressions et ne surtout pas aborder les vrais sujets. Car les « organisations » sont nombreuses dans notre administration.

Il y a celles relatives à la représentation des agents dans la fonction publique, il y a celles relatives aux services et établissements du pays, il y a celles relatives aux carrières des agents, il y a celles internes aux services, et il y a celle, sans doute primordiale, relative au dimensionnement de notre administration et sa sphère d'intervention... C'est sans aucun doute celle-ci que visait cette thématique. Pour autant, la cible a-t-elle été atteinte ? De ce que nous en savons, pas vraiment.

La réforme des cadres d'emplois

Comment réduire les cadres d'emploi dans notre administration et harmoniser les grilles de rémunérations ? Vaste sujet, sans doute trop vaste. Les métiers dans notre administration sont bien nombreux et il est rare qu'un agent connaisse véritablement ce que font ses collègues exerçant dans des services ou établissements différents du sien. Comment juger, comment arbitrer ? En allant au-devant des agents dans les services et établissements du Pays, j'ai pu mesurer à quel point bien des fonctionnaires ignorent les conditions de travail de leurs collègues. Or pour parler

sereinement des cadres d'emploi, il faut les connaître...

Il est une nouvelle fois surprenant que notre administration ne fasse pas appel au référentiel des métiers qu'elle a elle-même établi. De nos jours, les chefs de services ou directeurs d'établissements ne cherchent plus des cadres A, B, C ou D. Ils cherchent des secrétaires, des comptables, des juristes, des infirmiers, des, médecins, des psychologues, etc...

Pourquoi ne pas exploiter les niveaux universitaires et établir des grilles de rémunération servant d'étalonnage selon que les agents sont Bac + 8, Bac + 5, Bac + 3, Bac, Brevet des collèges et malheureusement, sans diplôme. Et sur la base de ces grilles étalons, pourquoi ne pas appliquer des coefficients pour tenir compte des contraintes et des tensions qui pèsent sur les métiers ? Cela aurait le mérite de couper court aux inégalités de traitements à niveaux de formation équivalents, dont les raisons sont souvent obscures.

La refonte du régime indemnitaire

De quelles indemnités parle-t-on ? Des indemnités de sujétions spéciales ? Des indemnités accordées aux organismes financiers ? Chacune d'elles repose sur des spécificités particulières et on ne les réforme pas de la même façon.

Les débats ont visiblement donné lieu à des monologues, les uns défendant leur pré carré, les autres tentant d'argumenter pour que soit mis fin à ce qu'ils perçoivent comme des privilèges.

In fine, il n'est pas ressorti grand-chose de ces échanges et c'est tout à fait normal.

Seul rappel important, bien des agents sont aujourd'hui endettés sur la base de leur rémunération incluant leurs primes. Supprimer ou réduire leurs primes, c'est prendre le risque de les faire basculer au-delà des 30 % d'endettement. Pour autant, la réforme des régimes indemnitaires est inéluctable pour ramener progressivement de l'équité dans notre administration.

De la méthode

Certain dirons qu'il est bien d'écouter les agents avant de prendre des décisions. Seulement, ne se sont déplacés que ceux qui le pouvaient et qui avaient conservé un brin de motivation. Les places étaient également limitées, donc il fallait être particulièrement réactif. Notre administration comptant près de 8 000 agents, ce n'est qu'une minorité qui a pu faire entendre sa voix. Par ailleurs, bien des agents des catégories C et D ne participent pas à ces débats et c'est bien dommage.

Ces séminaires dans lesquels ont met sur la table des sujets en discussion ne mènent en général pas à grand-chose. Pour véritablement faire avancer les réformes, **il faut une vision** que l'on prend le risque d'exposer et l'on débat dessus.

Ici, point de vision présentée. Des discussions sur des thèmes, des retours d'expérience, et il y a donc peu à attendre d'un séminaire dans lequel chacun arrive

avec SA vision et repart avec SA vision parfois légèrement modifiée par des arguments auxquels elle ou il a été sensible.

A l'issue de ce séminaire devait être rapidement rendue publique une « synthèse »... nous l'attendons toujours. Cette synthèse correspondra-t-elle aux échanges qui se sont déroulés ? Ce n'est pas certain mais ne faisons pas de procès d'intention.

Le gouvernement a annoncé la nomination d'un groupe d'experts dont la mission consistera à proposer des réformes. Pourquoi pas. D'après nos informations, ces experts sont parmi les plus anciens cadres de notre administration. Nous allons donc demander à des personnes en fin de carrière d'organiser une administration dans laquelle ils n'évolueront plus dans quelques années.

En revanche, les nouveaux venus devront réaliser leur carrière dans un cadre pour lequel ils n'auront pas eu droit au chapitre. N'y aurait-il pas comme un décalage ?

Après trente années dans l'administration, je connais la plupart de ces experts et je me doute qu'ils se plient à l'exercice avec plus ou moins de résignation. Je n'ai aucun doute sur leurs compétences, mais leur esprit est sans doute trop « formaté » par l'univers dans lequel ils ont évolué pendant toute leur carrière. Pour penser neuf, il faudrait peut-être des ingénus, et pourquoi pas, des personnes totalement extérieures au monde de l'administration.

Interrogée sur cette absence de novices dans le groupe d'experts, une conseillère technique du ministère en charge de la fonction publique nous a garanti que des groupes de travail seraient organisés incluant des « jeunes ».

Nous venons donc de faire un séminaire avec des groupes de travail puis nous nommons un groupe d'experts qui à son tour organisera des groupes de travail. Soit...

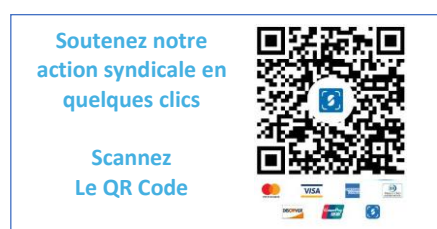
Et si tout cela n'était que diversion

Nous ne serions pas surpris que le gouvernement ait une idée de certaines réformes et qu'il brandisse ce séminaire pour tenter de faire avaler une pilule à venir.

Si tel est le cas, le danger est important. Au sentiment d'inutilité de ce séminaire, risque de se greffer une colère légitime de la part des participants qui se sont livrés avec honnêteté et sans arrière-pensée. Ils comprendront avoir été instrumentalisés pour justifier une réforme qu'ils ne cautionneront peut-

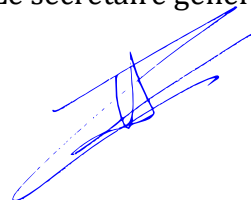
être pas. Nous espérons que le gouvernement ne s'est pas inscrit dans pareille démarche. Pour autant nous sommes inquiets et en alerte...

Nous vous rappelons que nous sommes à votre disposition pour tout problème que vous pourriez rencontrer, que vous soyez affilié(e) ou non à notre centrale.



Très cordialement.

Le secrétaire général



Olivier Champion